
Revue d'Alsace

Revue d'Alsace

140 | 2014

Villes au Moyen Age, Bibliothèques d'autrefois, Récits de voyages

Les élections municipales et européennes du printemps 2014 en Alsace

Richard Kleinschmager



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2170>

DOI : 10.4000/alsace.2170

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 429-440

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections municipales et européennes du printemps 2014 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 24 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2170> ; DOI : 10.4000/alsace.2170

Tous droits réservés

Les élections municipales et européennes du printemps 2014 en Alsace

Face à la persistance des difficultés économiques et sociales, alors même que d'autres pays semblaient voir leur horizon s'ouvrir, les élections du printemps 2014 ont été marquées en Alsace comme ailleurs par une forte morosité parfois muée en exaspération, deux ans après la victoire du représentant du Parti Socialiste, François Hollande. Cet état d'esprit a imprégné les élections municipales et européennes, les premières élections générales depuis que la gauche est aux affaires mais aussi depuis que l'UMP se déchire à sa tête consécutivement à la défaite de Nicolas Sarkozy.

La consolidation des forces en présence aux municipales

Les élections municipales des 23 et 30 mars 2014 à mi-mandat présidentiel, ont vu l'amorce d'une certaine reconquête territoriale par les forces de droite. Selon l'expression consacrée dans les commentaires, une « vague bleue » a déferlé sur ces élections. Au plan national, la gauche a perdu pas moins de 155 communes de plus de 9 000 habitants pour n'en gagner que seize. La droite républicaine a conquis Toulouse mais aussi Limoges, Saint-Étienne, Tours, Angoulême ou Chambéry. Le FN s'est emparé de Béziers et Fréjus ainsi que de huit autres villes dont Hayange en Moselle. Les centristes ont pu revendiquer une cinquantaine de villes, notamment Pau conquise par François Bayrou. Les Verts se sont imposés comme des alliés indispensables du PS et ont conquis Grenoble pour leur compte. La résistance locale du PS n'a toutefois pas été négligeable, là où les maires ont pu faire valoir un bilan acceptable. Le PS a ainsi conservé nombre des plus grandes villes du pays, notamment Paris, Lyon, Lille, Nantes, Rennes, Poitiers, Clermont-Ferrand, Rouen, Le Mans, et dans l'Est, Metz et Strasbourg.

Dans ce contexte, la situation de l'Alsace, terre de droite où la gauche a réalisé des percées spectaculaires au cours des quarante dernières années, en particulier au niveau local, la vague bleue nationale n'a

pas été la caractéristique la plus marquante de cette élection dans la région, même si le contestation de la politique nationale du PS a été un argument constamment évoqué par les candidats de droite. La plupart des 904 communes alsaciennes ont élu leurs maires sans référence politique explicite, les questions locales cristallisant le débat. Dans la cinquantaine de communes de plus de 5 000 habitants, l'affiliation politique des candidats a été un élément plus déterminant des choix des électeurs mais elle est loin d'avoir été toujours déterminante. Globalement, la droite a repris certaines des villes alsaciennes à la gauche qui a résisté davantage qu'il ne pouvait être attendu dans ce contexte défavorable au Parti Socialiste (PS), dans une région aussi marquée à droite que l'Alsace.

La victoire du socialiste Roland Ries à Strasbourg en est un des symboles les plus marquants. Après un premier tour qui a laissé au coude à coude Fabienne Keller, arrivée en tête avec 32,9 % des suffrages contre 31,4 % à son adversaire socialiste, le maire sortant a fini par l'emporter avec une courte avance de 1 509 électeurs au deuxième tour dans une triangulaire avec le Front National. En 2008, 12 838 suffrages séparaient les mêmes protagonistes. La campagne avait été menée avec intensité par la challenger Fabienne Keller, impatiente de reprendre la ville perdue en 2008 avec Robert Grossmann. Sa remontée progressive et constante dans les sondages préélectoraux aurait pu faire croire à sa victoire ultime. La présence du Front National au deuxième tour, en la personne de Jean-Luc Schaffhauser, ancien collaborateur de Marcel Rudloff qui s'était maintenu après avoir obtenu près de 11 % des voix au premier tour, a nettement joué en défaveur de la candidate de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) désignée par les instances de son parti dès juillet 2013. Même l'accord conclu entre les deux tours avec l'ancien ministre François Loos, candidat de l'Union des démocrates et indépendants (UDI) qui avait totalisé 7,6 % des voix au premier tour, n'aura pas suffi. Roland Ries qui avait été désigné par une primaire des militants et sympathisants PS emportée haut la main en octobre 2013, a assuré sa deuxième victoire sur son nom, la quatrième du PS à Strasbourg depuis 1989. L'accord passé après le premier tour avec Europe Écologie les Verts (EELV) mené par Alain Jund, ancien adjoint de la précédente mandature, en a certainement été un des puissants adjutants.

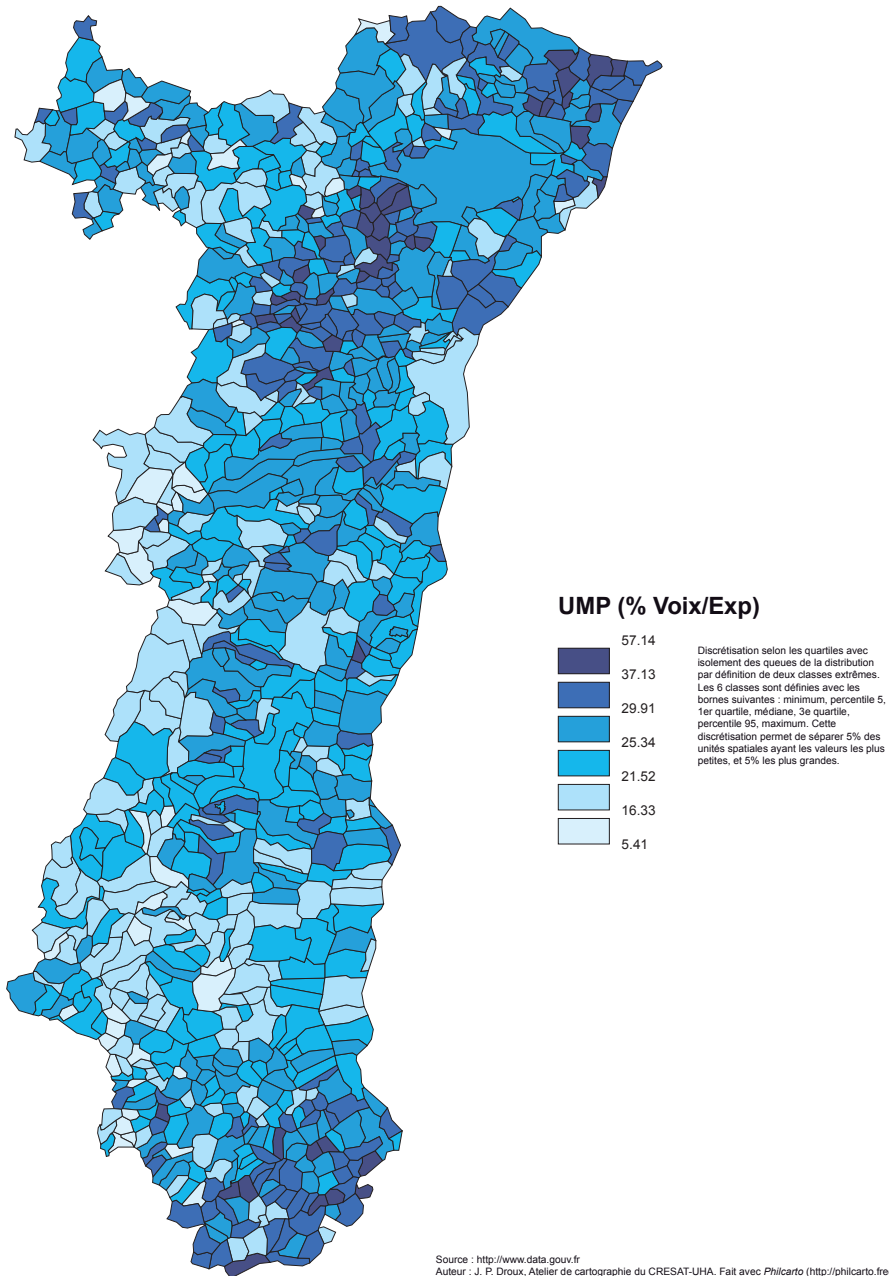
Dans le reste du Bas-Rhin, fief presque absolu des droites jusqu'à la première victoire municipale d'Alfred Muller, à Schiltigheim en 1977, la droite républicaine peut s'enorgueillir d'avoir fortement consolidé ses positions municipales. Même s'il ne saurait être question en Alsace de « bérézina rose » selon les termes du quotidien Libération (31 mars 2014), la bascule la plus importante de cette élection est sans conteste la victoire à Schiltigheim de l'UDI- ex Gauche Moderne, Jean-Marie Kutner, emportée sur le conseiller général et maire sortant, le socialiste Raphaël Nisand.

L'alliance avec certains écologistes menés par Danielle Dambach et le Front de gauche de Marc Baader, n'aura pas suffi au maire sortant pour vaincre l'alliance forgée par Jean-Marie Kutner, 57 ans, pharmacien, avec le jeune Christian Ball, leader local de l'UMP. En emportant ainsi la troisième ville du Bas-Rhin, la droite a perturbé la domination absolue du PS sur la communauté urbaine de Strasbourg. Ailleurs les victoires contre les maires sortants de droite ont été obtenues par des adversaires de la même sensibilité. Ainsi à Bischwiller, Nicole Thomas a perdu son siège au bénéfice de son opposant divers droite, l'universitaire Jean-Lucien Netzer. Par ailleurs la gauche a plutôt bien résisté, à l'image de sa victoire dans la capitale régionale. Au sud de l'agglomération Jacques Bigot l'a emporté haut la main dès le premier tour à Illkirch-Graffenstaden avec 59 % des suffrages tout comme Jean-Marc Willer, divers gauche réélu (63 %) à Erstein ou Jean-Marie Beutel à Ostwald élu au deuxième tour, avec pas moins de 62 % des suffrages. À Wissembourg, dans une triangulaire, Christian Gliech, divers gauche, a conservé sa mairie d'un souffle avec 28 voix d'avance sur la liste de Jean-Max Tyburn qui comptait dans ses rangs l'ancien maire et catuel conseiller général UMP Pierre Bertrand.

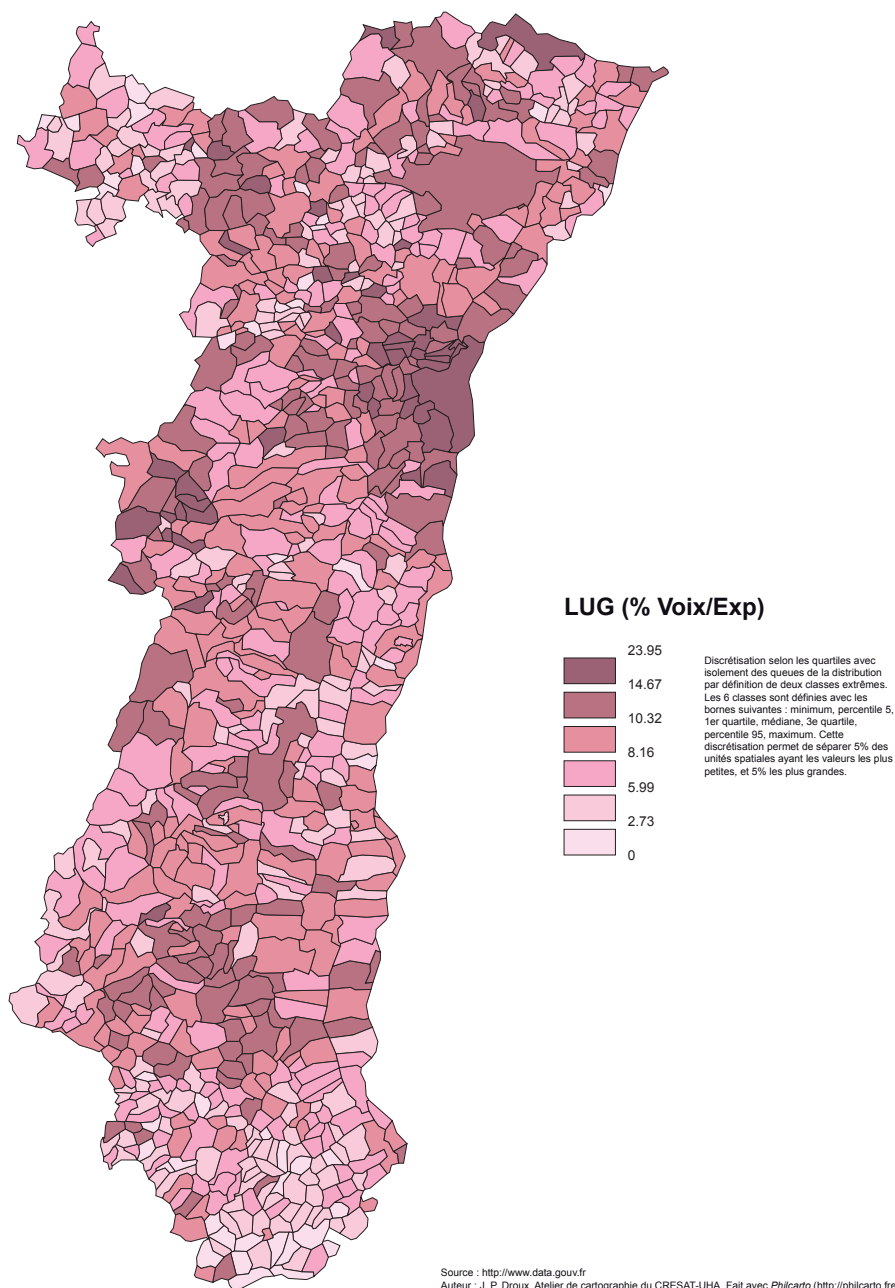
Dans les autres villes du Bas-Rhin la droite a le plus souvent clairement emporté la mise. Le mieux élu de tous les maires urbains a sans conteste été Laurent Furst, UMP, député et maire de Molsheim depuis 1995 qui a totalisé pas moins de 83,4 % des suffrages, si l'on compte à part la situation de Schirmeck où Frédéric Bierry a été élu avec 100 % des voix en l'absence d'autres listes que la sienne. L'UMP conserve dès le premier tour, les mairies de Hoenheim avec Vincent Debes (78,8 % des suffrages), de Souffelweyersheim avec Sébastien Zaegel (78,2 %), d'Obernai avec Bernard Fischer (68,3 %), de Lingolsheim avec Yves Bur (64,5 %), de Sarre-Union avec Marc Séné (59,4 %) d'Eckbolsheim avec André Lobstein (59,3 %), de Brumath avec Étienne Wolf (56,7 %), de Haguenau avec Claude Sturni (54,7 %, apparenté UMP), de Saverne avec Stéphane Leyenberger (52,5 %), soit autant de nettes victoires traduisant la solidité de l'implantation locale de ces maires de la droite alsacienne. Jean-Louis Hoerlé, UMP, président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie, candidat à la succession d'André Klein-Mosser réussit même l'exploit de se faire élire pour sa première candidature dès le premier tour avec 51,7 % des suffrages à Bischheim, un ancien fief de la gauche jusque dans les années 1980. Marcel Bauer, UMP est réélu au deuxième tour (51,4 %) à Sélestat de même que les candidats divers droite, Gilbert Scholly à Barr (51,1 %) et Jean-Luc Schickelé à Mutzig (48,9 %), ou Pierre Schwartz (44,5 %) à Vendenheim, Pierre Perrin, divers droite également ayant été élu dès le premier tour (60 %) à Souffelweyersheim.

Dans le Haut-Rhin, à Mulhouse, le maire sortant Jean Rottner UMP qui avait été élu en cours de mandat par le conseil municipal en mai 2010,

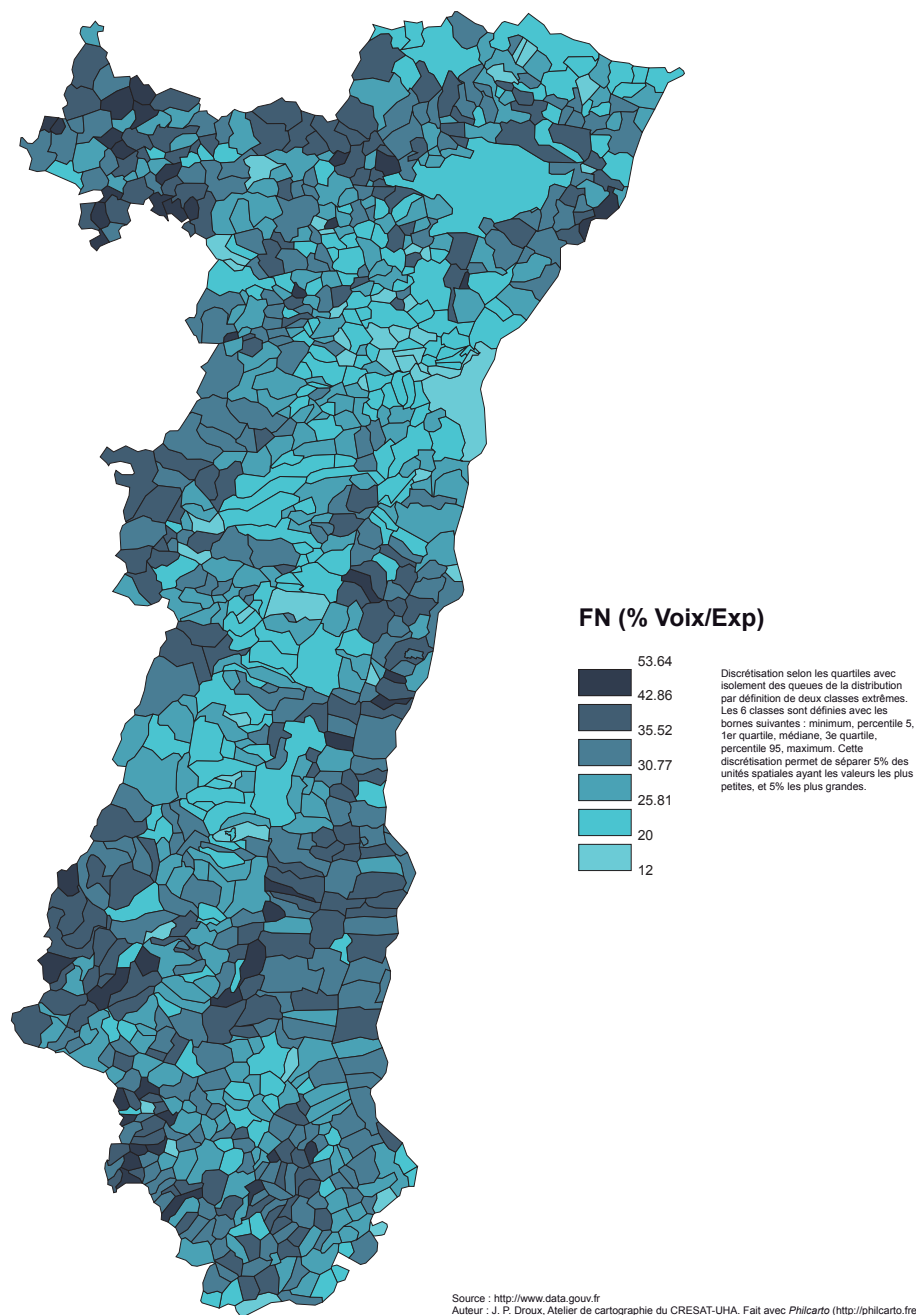
Élections européennes 2014 en Alsace - Liste *Union pour un Mouvement Populaire*



Élections européennes 2014 en Alsace - Liste *Union de la Gauche*



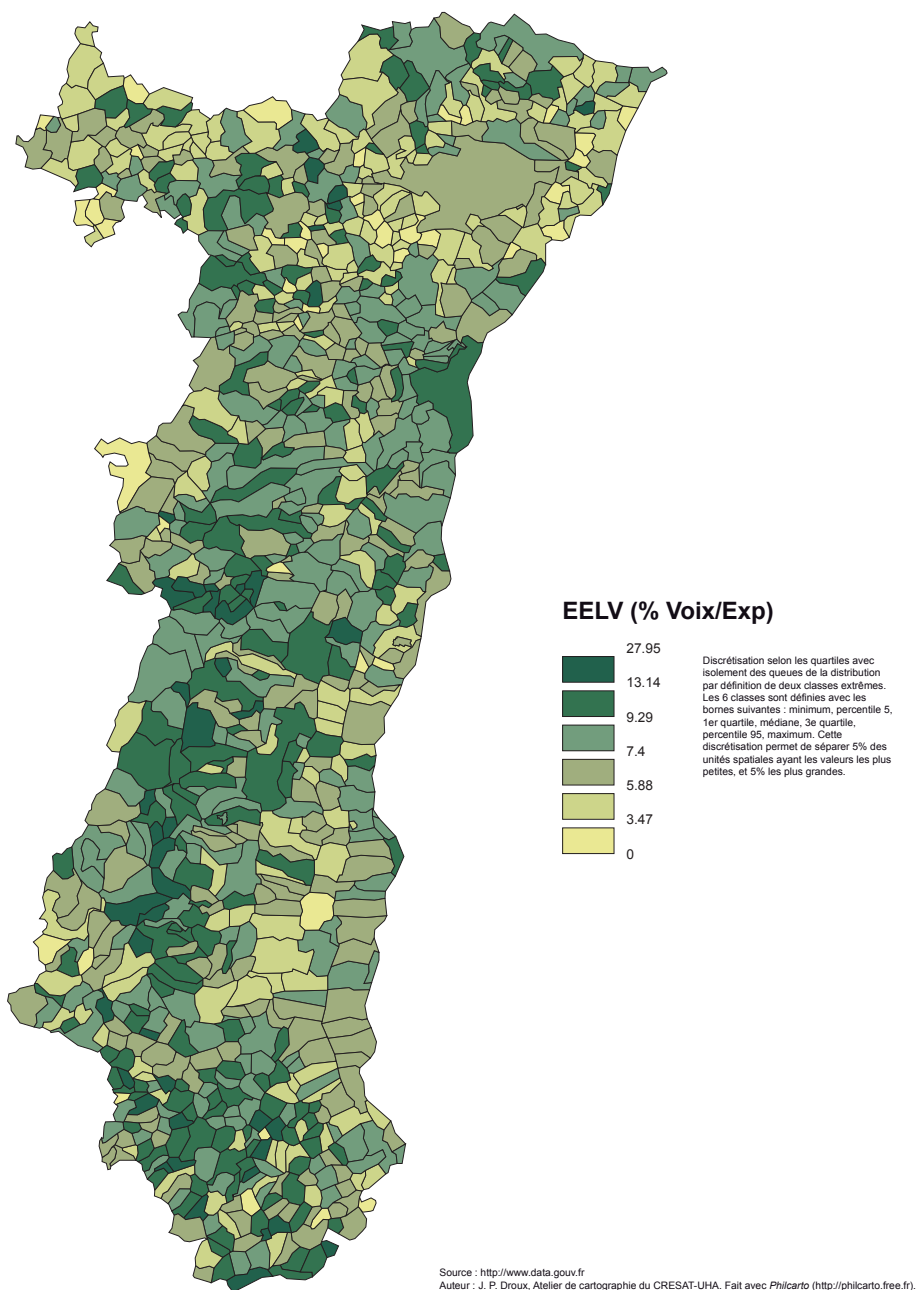
Élections européennes 2014 en Alsace - Liste *Front National*



Source : <http://www.data.gouv.fr>

Auteur : J. P. Droux, Atelier de cartographie du CRESAT-UHA. Fait avec Philcarto (<http://philcarto.free.fr>).

Élections européennes 2014 en Alsace - Liste *Europe-Ecologie-Les Verts*



suite à la démission volontaire de Jean-Marie Bockel, a réussi sans coup férir à se faire consacrer par le suffrage universel. Avec 45,8 % des suffrages soit une avance de 2 420 voix sur son adversaire socialiste Pierre Freyburger (36,7 %), dans une triangulaire avec la candidate du Front National Martine Binder (17,5 %), ce médecin urgentiste de 47 ans a consolidé les positions de la droite républicaine dans la cité du Bollwerk, après les 18 ans sous le pavillon socialiste de Jean-Marie Bockel, avant son ralliement à Nicolas Sarkozy et la fondation de son parti la Gauche Moderne, en 2007. À Guebwiller, le socialiste Denis Rebmann a été battu de peu par son adversaire de droite Francis Kleitz. Autour de Mulhouse, Hubert Nemett à Riedisheim, Yves Goepfert à Wittelsheim, Jean-Luc Schildknecht à Illzach, Francis Hillmeyer à Pfastatt et Olivier Becht à Rixheim ont consolidé l'emprise locale de la majorité alsacienne. Seuls, Antoine Homé avec 47,8 % des suffrages au deuxième tour à Wittenheim et Jo Spiegel à Kingersheim dès le premier tour, ont conservé leurs villes au PS. Après soixante ans de domination de l'entente communale conservatrice, Denis Meyer a fait basculé Soultz à gauche profitant de la désunion du camp adverse. À Colmar, Gilbert Meyer a emporté calmement son quatrième mandat de maire dès le premier tour à Colmar avec 51,3 % des voix, en dépit des oppositions venues de son propre camp avec contre lui un candidat de la société civile, Bertrand Burger (28,2 %), le Vert Frédéric Hilbert (9,3 %) et la socialiste Victorine Valentin (8,7 %). D'autres villes haut-rhinoises ont été emportées avec aisance par la droite avec des scores sans appel. En témoigne la victoire des maires sortants, Jean-Marie Zoellé à Saint-Louis (79,9 % des suffrages), Jean-Marc Deichtmann à Huningue (70,2 %), Claude Abel à Sainte-Marie-aux-Mines (70 %), Serge Nicole ((70,4 %), Michel Sordi à Cernay (69,2 %), Jean-Luc Reitzer à Altkirch (66,4 %), ou Michel Habig à Ensisheim (55 %). À Thann, avec une équipe de proches de l'ancienne équipe de Jean-Pierre Baeumler, maire socialiste pendant vingt-cinq ans, Romain Luttringer l'a nettement emporté sur une liste plus marquée à gauche. Ces élections municipales dans le Haut-Rhin ont globalement consolidé l'emprise des droites. Que ces élus n'aient pas toujours mis en avant une étiquette UMP ou UDI, ils n'ont en pas moins renforcé dans le département les positions de la fraction de la droite alsacienne qui se reconnaît dans le vocable de majorité alsacienne.

L'élection le même jour et sur le même bulletin que pour les élections municipales des conseillers communautaires n'a pas apporté de surprise du fait des obligations de relative concordance entre les deux dispositifs de candidatures dans les communes concernées. Quant à la parité homme-femme devenue obligatoire sur les listes municipales des communes de plus de 1 000 habitants, elle a mécaniquement abouti à une présence nouvelle et accrue des femmes dans la politique locale. Elle n'a toutefois pas touché à la surreprésentation des hommes à la tête des communes. On chercherait en vain une femme élue parmi les cinquante premières

communes alsaciennes. Elles sont de l'ordre de 70 femmes premières magistrates sur 904 communes et président pour l'instant aux destinées de communes plus modestes par la taille, alors qu'en Alsace Catherine Trautmann puis Fabienne Keller avaient ouvert la voie à Strasbourg. Faut-il rappeler que seules deux femmes sur quinze, Sophie Rohfrisch et Arlette Grosskost représentent l'Alsace sur les bancs de l'Assemblée Nationale. Laurence-Muller-Bronn à Gerstheim, ancienne adjointe, l'universitaire Pia Imbs à Holtzheim, Anne Guillier soutenue par le maire sortant Frédéric Reiss à Niederbronn, Michèle Eschlimann qui succède à son père, l'ancien sénateur et maire Joseph Ostermann, à Wasselonne, Béatrice Bulou, ancien chef de service au Conseil Régional, à Mundolsheim sont quelques unes de ces nouvelles figures féminines de la vie politique régionale, apparues à l'occasion de cette élection.

Le ferment de l'ancrage à droite de la vie politique régionale réside sans conteste dans cette force des implantations locales de l'UMP et de l'UDI, que les candidats mettent ou non en avant ces étiquettes. Elles forment un réseau puissant et constant qui ne laisse aucune ouverture à des formations minoritaires ou à l'extrême droite nationale qui n'est, jusqu'à ce jour, pas parvenu à percer la carapace protectrice que construisent ces élus de droite à forte implantation locale. Seule une grande formation comme le PS, parti des mondes urbains, appuyé aujourd'hui davantage sur les classes moyennes urbaines que les milieux populaires traditionnels où il perd de son influence, peut faire contrepoids à cette majorité alsacienne des territoires. Ensemble, le PS, l'UMP et l'UDI n'ont jusqu'à ce jour laissé aucun véritable espace local à l'extrême-droite nationale, bien que celle-ci s'exprime fortement dans d'autres élections comme les élections européennes.

Aux européennes, une secousse à droite de la droite moins forte en Alsace qu'au plan national

Les élections européennes du 23 mai 2014 resteront dans les annales de la vie politique française comme le jour de la première victoire majeure du Front National. Le quotidien « Le Monde » du mardi 27 mai titrait : « Le triomphe du Front National dévaste le paysage politique français ». La formation de Marine Le Pen est arrivée en tête dans 70 % des départements, en particulier à l'est du pays, avec un surplus de voix dans le Nord, la Picardie, la Lorraine, en Champagne-Ardenne et sur le littoral méditerranéen. Avec 24,9 % des suffrages exprimés représentant 4 712 461 électeurs, il s'est placé nettement en tête au niveau national, devant l'UMP (20,8 %) et le PS (13,9 %). Le FN a ainsi obtenu vingt quatre des soixante quatorze sièges de députés européens français, l'UMP

vingt, le PS treize, l'Alternative centriste sept, EELV six et le Front de gauche trois, auxquels s'ajoute un divers gauche. Ce scrutin met en cause la distribution traditionnelle des forces politiques en paraissant réduire à trois blocs, droite républicaine et centriste, extrême-droite nationale, gauches et alliés écologistes, le paysage politique nationale.

Les cartes des votes par commune composées par Jean-Philippe Droux à l'atelier cartographique du CRESAT à l'Université de Haute Alsace détaillent l'implantation géographique des diverses formations et dessinent les contours des zones d'influence des principales formations à ces élections. En Alsace, le FN a totalisé 141 099 électeurs soit 27,2 % des suffrages exprimés devant l'UMP 126 089 électeurs (24,3 %), le PS 60 884 électeurs (11,7 %) l'UDI-Modem 55 045 électeurs (10,6 %) et Europe écologie les Verts 43 714 électeurs (8,4 %). Aux précédentes élections européennes en 2009, le FN n'avait totalisé que 37 878 électeurs. Il a fait un bond vertigineux de 103 221 électeurs d'une élection à l'autre tandis que l'UMP a perdu 25 410 électeurs et le PS 7 502 électeurs. Europe Écologie les Verts a enregistré une perte sévère de 35 106 électeurs à l'inverse des centristes (Modem en 2009, Modem-UDI en 2014) qui progressent de 9 398 voix. La forte abstention (58 %) à ce type d'élection, moins forte toutefois qu'en 2009 (61 %), explique que le total des électeurs du FN soit resté loin du score de la présidentielle 2012 où Marine Le Pen était arrivée en deuxième position derrière Nicolas Sarkozy, avec 219 252 voix soit 22,1 % des suffrages contre 32,9 % au président sortant. Un pourcentage de 27,2 % est toutefois le plus fort pourcentage de voix réalisé sur la région, toutes élections confondues. Aux élections européennes, il était à 13,6 % en 1989, 14,6 % en 1994, 8,5 % en 1999, 13,2 % en 2004 et 8,1 % en 2009. À cette élection de 2014, le reflux de l'électorat lepéniste vers Nicolas Sarkozy enregistré depuis la présidentielle de 2007 ne s'est pas maintenu, faute sans doute de leader fort à l'UMP depuis la défaite présidentielle de 2012 et compte tenu de la profonde désorganisation du parti fondé par Jacques Chirac en 2002 qui s'en est suivie. Le PS n'a résisté qu'à Strasbourg où il arrive en tête dans sept cantons sur dix, le FN le devançant dans le canton 10 du Port du Rhin-Neuhof, un de ses vieux fiefs strasbourgeois et dans le canton 9 Koenigshoffen-Montagne-Verte dont le conseiller général socialiste Éric El Kouby est un proche du député PS Armand Jung. À Mulhouse, seul le canton Est offre une majorité de voix à l'UMP et non au FN. Dans le reste de la région, les rares cantons qui résistent au rouleau compresseur frontiste se situent dans la grande périphérie strasbourgeoise où les cantons de Haguenau, Brumath, Hochfelden, Truchtersheim, Mundolsheim, et Rosheim ont donné la préférence à l'UMP de même que les cantons de la périphérie colmarienne, de Colmar-Sud, Kaysersberg et Wintzenheim auxquels on peut ajouter le canton frontalier de Huningue.

Les cartes communales soulignent davantage les continuités des implantations des partis que des ruptures marquées. Le Haut-Rhin a accordé comme bien souvent davantage de suffrages au FN (30,05 %) que le Bas-Rhin (25,2 %) où l'UMP (24,9 %) fait presque jeu égal avec lui. Rappelons qu'au dernier trimestre 2013, le taux de chômage était de 9,7 % dans le Haut-Rhin contre 8,6 % dans le Bas-Rhin et que la proportion d'ouvriers est de 18,3 % de la population active dans le premier et de 16,5 % dans le second. Que le FN ait une réception importante dans les milieux populaires n'est plus une découverte pour personne mais que la gauche y perdent tant d'influence est sans nul doute une des révélations de ce scrutin. Si l'on prend en compte le canton du Port du Rhin-Neuhof, le plus lepéniste des cantons strasbourgeois, il totalisait déjà 19 % de vote pour le FN aux européennes de 1989. Il culmine en 2014 à 26,3 %. Le PS qui faisait 28 % des suffrages exprimés dans le canton n'en a obtenu que 19,6 % en 2014. La question est posée de savoir si ce scrutin singulier à un tour sans effet national direct, dans un contexte de crise de l'UMP et de difficultés gouvernementales du PS, peut se confirmer dans des élections à deux tours et en particulier dans des élections où l'implantation locale des partis se posera inéluctablement lors de prochaines consultations.

À plusieurs reprises, davantage que d'autres, les électeurs alsaciens ont surpris par le surplus de voix qu'ils ont accordé au Front National par rapport à d'autres régions. Aux présidentielles de 1995, c'est en Alsace que le père fondateur du FN a obtenu son meilleur score avec 25,4 % des voix contre 15 % en moyenne nationale. Pour cette élection européenne de 2014, l'Alsace se place désormais en situation intermédiaire de vote pour le FN (27,2 %), huit régions et notamment les régions proches de Lorraine (30,5 %) et de Franche-Comté (28,8 %) la dépassant pour le résultat en faveur du Front National. L'effet de l'aspiration des voix frontistes par Nicolas Sarkozy en 2007 s'est d'une certaine façon poursuivie au bénéfice de l'UMP. Cela explique que l'Alsace n'ait pas été au premier rang de la victoire du FN à ces élections européennes de 2014.

En ce qui concerne les élus européens issus de la région, la représentation de l'Alsace s'est affaiblie. Marquante est la disparition de la représentation régionale au Parlement Européen de la socialiste Catherine Trautmann, ancien maire de Strasbourg, ancien ministre de la Culture de Lionel Jospin. Elle avait acquis une réputation d'experte pour les questions de recherche et s'était notamment illustrée dans la défense de la position de Strasbourg comme ville siège du Parlement. Elle a été victime du choix de son parti. Les instances du PS lui ont préféré le très médiatique leader ouvrier de la CFDT Edouard Martin qui avait été l'une des figures de proue des sidérurgistes de Florange dans le combat contre la fermeture du site. La haut-rhinoise Michèle Striffler placée en troisième position de la liste UDF-Modem n'a pas non plus retrouvé son siège. Seule Anne Sander,

docteur en économie de l'Université de Strasbourg, ancienne assistante au parlement européen de Joseph Daul, un des leaders européens de la majorité démocrate chrétienne et de droite du Parlement qui ne se représentait pas, a été élue en troisième position sur la liste UMP de la circonscription Est conduite par l'UMP Nadine Morano de Toul, ancienne ministre très sarkozyste des gouvernements Fillon.

Pour conclure

Dans l'histoire politique récente de l'Alsace, ces élections municipales et européennes du printemps 2014 n'ont pas marqué de ruptures fortes avec les évolutions politiques régionales récentes. La forte adhésion à Nicolas Sarkozy d'une fraction importante de l'électorat ne s'est pas démentie jusqu'en 2012. L'Alsace se révèle en 2012 encore la région la plus sarkozyste avec 63,4 % des suffrages au président sortant contre 48,4 % en moyenne nationale au deuxième tour de la présidentielle. Cet électorat dont une fraction avait abandonné ses proximités antérieures avec le FN est revenue pour une part au parti de Marine Le Pen. Depuis plus longtemps qu'ailleurs l'électorat pratique les allers-retours de l'extrême-droite nationale à la droite classique. La recherche d'une certaine forme autoritaire de gouvernement dans la tradition bonapartiste n'est certainement pas étrangère à ces oscillations. À ces élections européennes, le Front National n'a pas conservé à l'Alsace ses anciennes premières places. Quant au PS, ses électeurs strasbourgeois sont restés fidèles à leur option municipale. Partout ailleurs, la déroute du parti au pouvoir est sévère. Il ne dépasse les 10 % des suffrages que dans un tiers des 75 cantons alsaciens. Les élections municipales par contraste n'ont octroyé aucune municipalité au FN contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions. Elles ont souligné la faible implantation partisane locale du FN et sa difficulté à s'affranchir des élections à la proportionnelle pour marquer son audience. Ces élections municipales ont confirmé le clivage entre l'électorat strasbourgeois et la zone de métabolisme péri-strasbourgeois avec le reste de l'espace politique alsacien marqué par l'influence confirmée de la droite UMP et centriste. Cette dernière a repris l'essentiel de ses positions municipales sauf Strasbourg, confirmant son influence de longue durée sur les territoires non métropolitains de la région même si la gauche des villes alsaciennes a résisté dans un contexte national très défavorable.